



Université du Québec à Chicoutimi

VALEUR-AJOUTÉE ET DEUXIÈME TRANSFORMATION : DES CRÉNEAUX QUI FONT RÊVER LES RURAUX

**Les stratégies de diversification
des régions-ressources du Québec**

SERGIEH F. MOUSSALLY
Économiste

Université du Québec à Chicoutimi $\frac{3}{4}$ DSEA

Université Rurale Québécoise
3^e session

Baie-Comeau
11 Septembre 2001

*«...le Québec souffre d'un discours social-démocrate usé, vieilli, dépassé.
Ce qu'il faut instaurer, c'est une social-démocratie moderne, innovante et responsable.»*

Marcel Boyer
Pour une nouvelle Révolution tranquille

*«...la fonction de l'imaginaire est indissociable de l'ordre de la matérialité.
C'est en vertu de cette propriété qu'elle est structurante et les processus
économiques ou politiques se réalisent dans sa dimension...»*

Jean-François Bayard
L'illusion identitaire

Note : L'auteur aimerait remercier Monsieur Michel Fortin du CLD du Fjord pour sa précieuse collaboration.

TABLE DES MATIÈRES

1. LA MONDIALISATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS	4
2. LA PROBLÉMATIQUE DE DIVERSIFICATION DES RÉGIONS-RESSOURCES	6
<i>Approche systémique de l'ouverture au développement et de la fermeture qu'impose la Mondialisation.</i>	
<i>Les possibilités concrètes de diversification : les contraintes des régions rurales les moyens disponibles ou à acquérir</i>	
3. TROIS NOTIONS À BANNIR EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT	8
3.1 Le concept de ruralité	9
3.2 La notion de capacité innovatrice	11
<i>Le concept positiviste d'entrepreneurship</i>	
<i>La notion de développement par le bas</i>	
<i>La notion de piège de concertation</i>	
4. LA DYNAMIQUE DU DÉCLIN DE LA RURALITÉ ET LES POSSIBILITÉS DE BIFURCATION	12
4.1 Des créneaux qui «font rêver» les communautés rurales	16
<i>La filière métallique et la grappe automobile</i>	
<i>La filière du bois et des produits forestiers</i>	
<i>La filière agroalimentaire : les enzymes industriels et l'insuline</i>	
5. LES AVANTAGES SPÉCIFIQUES DE LOCALISATION DES RÉGIONS RURALES DU QUÉBEC	21
<i>La valeur-ajoutée territoriale associée au mode de vie rural et au coût de reproduction de la force du travail</i>	
<i>Le potentiel en savoir-faire et l'expertise acquise de la ruralité originelle</i>	
<i>La dotation en ressources, la disponibilité en énergie et en espace</i>	
<i>L'avantage d'être en retard au niveau de l'infrastructure et de l'équipement en services industriels</i>	
6. UNE CONTRAINTÉ PRINCIPALE AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS RURALES : LE MODÈLE QUÉBÉCOIS	26
6.1 Les régions assujetties au pouvoir technocratique central	30
<i>La concentration du pouvoir décisionnel, des ressources et des instruments</i>	
<i>La dominance de la technostucture étatique</i>	
<i>Les concepts erronés du développement régional</i>	
<i>Le poids de la réglementation</i>	
7. LA RUPTURE AVEC LE MODÈLE ET LA DYNAMIQUE DE DIVERSIFICATION	33
8. CONCLUSION	34
BIBLIOGRAPHIE	35

1. LA MONDIALISATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

Le processus d'intégration des activités productives et des réseaux des échanges qu'on qualifie de Mondialisation ouvre de nouvelles perspectives aux régions périphériques des pays industriels avancés, comme le Québec.

Pour ces pays ayant atteint le stade de primauté de l'innovation et du progrès technologique (Porter, 1986), toute la logique déterministe de développement associée aux avantages comparés qui prévalait durant la première et la seconde révolution industrielle (1788-1981), se trouve profondément bouleversée.

Durant deux siècles de développement des pays industriels, les régions-ressources remplissait une fonction de sources d'approvisionnement en produits primaires réalisables sur la dotation favorable de leur territoire. La transformation de ces produits en biens finals incorporait une forte densité en valeur-ajoutée qui relevait des zones urbaines de concentration du marché. En raison des économies d'échelle réalisables sur les coûts de distribution d'une part, de l'envergure et de la diversité de l'infrastructure technique et industrielle que dispose ces agglomérations, d'autre part.

Les exportations sur les marchés mondiaux de produits transformés se faisaient principalement à partir des agglomérations industrielles qui servaient de pôles moteurs de développement. Dans cette configuration duale de répartition des activités, les régions-ressources étaient assujetties dans leur capacité de développement :

- leur activité productive dépendait de la demande mondiale ou nationale de produits primaires ou énergétiques;
- la mise en valeur de la dotation en ressources de leur espace dépendait de leurs avantages comparatifs définis selon les coûts d'exploitation et de transport des produits non transformés, que ces régions peuvent fournir dans des conditions compétitives de prix, de qualité, de diversité.

La Mondialisation impliquant la mobilité des technologies, du capital et l'intégration des filières de production, modifie radicalement la logique déterministe de répartition des activités dans l'espace.

Les régions-ressources des pays industriels avancés, peuvent désormais localiser et développer des activités de transformation des produits primaires, sans égard à leur localisation par rapport aux zones de concentration des marchés.

Cette mutation résulte de trois données qui caractérisent l'impact de la révolution technologique sur le plan de la logique de localisation des activités dans l'espace :

1. La segmentation et la décomposition intensive des filières de production engendrant l'intensification des échanges des composants industriels spécialisés au sein des grappes réparties à l'échelle mondiale :
 - grappe agroalimentaire;
 - grappe électronique;
 - grappe de produits forestiers;
 - grappe automobile, etc.

Ces produits intermédiaires incorporant une forte densité de valeur-ajoutée sont caractérisés par le faible poids du coût de transport dans leur coût total de production et de distribution. Par conséquent, les activités générant des composants industriels à haute valeur-ajoutée, peuvent être localisées dans toute les régions périphériques, disposant de structures d'accueil appropriées.

2. La transformation des critères de compétitivité des produits sur les marchés en raison de l'accroissement du poids de la donnée qualitative par rapport au facteur prix : des produits spécialisés incorporant de l'innovation et du travail qualifié peuvent générer une valeur-ajoutée très élevée en raison du prix de vente qui dépasserait largement le prix des «produits retardés». La qualité, le contenu, la durée, le design et la fiabilité du service avant et après vente, déterminent par une large part, la capacité compétitive des firmes, des industries et des régions qui produisent des biens et des services échangeables sur les marchés concurrentiels mondiaux.

Le facteur prix comme tel joue un rôle déterminant de compétitivité dans une seule catégorie de produits mondiaux : les produits primaires et énergétiques.

Pour les autres catégories de produits finals, la compétitivité mondiale porte à la fois sur la qualité du produit (nouveau, qualité, design, durée, marque) les services avant et après vente (publicité, financement, entretien, réparation) et le facteur prix. Une boutade publicitaire de Ségéla illustre les stratégies de vente dans le contexte de la mondialisation : Guerlain ne vend pas des parfums, affirme ce créateur de publicité, il fournit du «*rêve à l'échelle mondiale*».

Les rêves en couleur se caractérisent par une faible élasticité-prix de la demande : un accroissement du prix de vente réduit faiblement la quantité que les consommateurs «conditionnés» demandent.

3. Finalement, la mutation profonde qu'introduit le vecteur technologique sur le plan de la localisation des activités dans l'espace, réside dans l'indifférence de la circulation des flux de l'information par rapport à la distance spatiale. Pour une entreprise de Baie-Comeau, communiquer avec Osaka, New York ou Chicoutimi, comporte pratiquement un coût identique.

Cette donnée signifie que pour les multinationales, le déploiement dans l'espace comporte des coûts minimes de gestion : les lieux optimaux de localisation des activités dans l'espace répondent à des critères qualitatifs, sans égard à leur distance par rapport aux zones de concentration du marché — ou au lieu de localisation du siège social d'une multinationale.

Réciproquement, une PME de Sept-Îles peut s'insérer dans une «grappe» industrielle asiatique, ou européenne, au même coût de circulation des flux de l'information que si elle serait insérée dans une grappe nord-américaine. Désormais, le «village» intégré mondial facilite la gestion à distance, les échanges mondiaux et l'intégration des filières de production, sans égard à leur localisation dans l'espace.

C'est dans cette perspective que je vous propose d'examiner les possibilités concrètes de diversification des économies des régions-ressources du Québec, à travers la mise en œuvre d'une stratégie de transformation des produits primaires de ces régions.

2. LA PROBLÉMATIQUE DE DIVERSIFICATION DES RÉGION-RESSOURCES

L'hypothèse de départ que je tenterai d'établir, comporte les propositions suivantes qui ont valeur de postulat :

1. La mondialisation fournit une ouverture au développement des régions périphériques des pays industriels avancés, en raison de trois leviers que l'intégration des marchés offrent aux régions-ressources :
 - la mobilité du capital, du savoir-faire et des flux technologiques;
 - l'accessibilité des régions-ressources aux circuits mondiaux de l'information et des échanges;
 - les stratégies de déploiement des multinationales à la recherche de lieux optimaux de localisation de leurs activités sur les marchés mondiaux des échanges
2. Cette ouverture au développement comporte sa propre fermeture en termes d'exigences requises que toute entité régionale doit satisfaire, pour générer une impulsion durable de développement articulée sur l'exploitation de créneaux incorporant une forte densité de valeur-ajoutée. Ces créneaux auraient pour fondement la transformation des produits primaires de trois filières à considérer dans les régions périphérique du Québec :
 - la filière métallique couplée à l'énergie;
 - la filière agroforestière incluant les produits dérivés du bois;
 - la filière touristique incluant les activités culturelles.

L'interrogation que pose la problématique de diversification des assises des régions-ressources, consisterait à définir en quoi et comment une bifurcation sur leur trajectoire de déclin, est-elle réalisable dans le contexte actuel de la Mondialisation. Cette interrogation comporte trois volets que nous examineront :

1. Quelles sont les possibilités concrètes de création de «pôles» moteurs de développement dans les régions-ressources.
2. Quelles sont les contraintes qui bloquent l'accessibilité de ces régions à une dynamique soutenue et durable de développement.
3. Quels sont les moyens disponibles, à acquérir, ou à mobiliser pour déployer une véritable stratégie de bifurcation et de développement faisant valoir la compétence distinctive des régions-ressources.

FIGURE 1

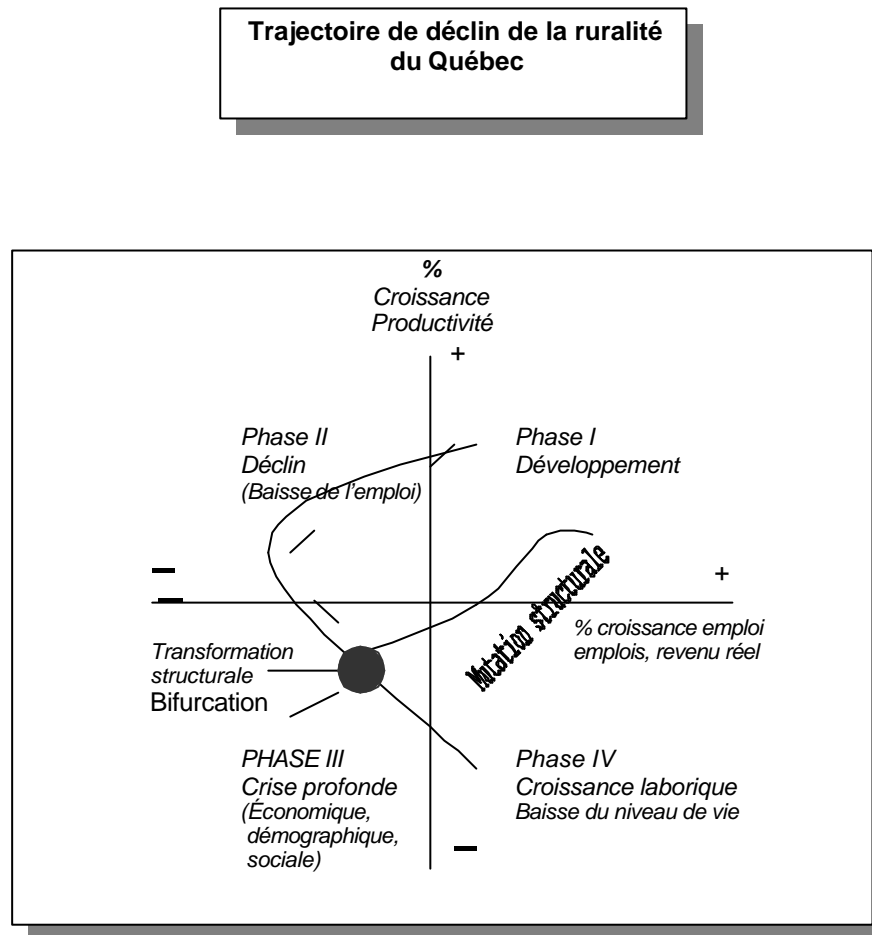


Schéma adapté par S. F. Moussally selon la typologie des comportements régionaux et leurs séquences temporelles de R. Camagni (1984) distinguant six étapes d'évolution des systèmes régionaux dans les pays industriels avancés.

1. Étape initiale du développement : croissance de la productivité, de l'emploi et du revenu réel (produit régional) supérieure à la moyenne nationale.
2. Étape reconversion : décroissance de l'emploi par rapport à la moyenne nationale.
3. Restructuration : croissance plus rapide de la productivité, diminution plus rapide de l'emploi régional.
4. Étape abandon : l'emploi, le produit régional et le revenu réel diminuent par rapport à la moyenne nationale.
5. Désindustrialisation : tous les indicateurs macro-économiques régressent. La région connaît une crise profonde économique, démographique, territoriale.
6. Croissance *laborique* : croissance des emplois tertiaires à faible productivité.

Source : P. Aydalot, « Structures et disparités régionales », in *Économie régionale*, Économica, p.177-178.

3. TROIS NOTIONS ERRONÉES À BANNIR EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

Mais avant d'aborder ces volets, une mise au point d'ordre conceptuel s'impose en raison de la confusion qu'entretient la dégradation positiviste en matière de développement régional au Québec.

Trois notions erronées, largement utilisées en matière de développement régional, sont à bannir, au départ de toute réflexion à propos du potentiel de transformation et de diversification des assises des régions-ressources :

1. La notion d'entrepreneurship régional comme levier déterminant de toute impulsion motrice de développement.
2. La notion de «développement par le bas», entretenue par le pédantisme académique, à partir d'un concept de l'école positiviste américaine (Friedman).
3. Le concept de concertation associé aux choix des objectifs de toute stratégie de développement.

Ces concepts erronés dans leur fondement théorique, sont utilisés comme un alibi aux défaillances des politiques d'intervention régionale pratiquée sans résultat au Québec depuis plus de deux décennies.

Dans le contexte québécois actuel, ces notions forment une contrainte majeure au développement des régions, en raison de la confusion qu'elles suscitent à propos des moyens à déployer pour générer toute impulsion au développement.

Pour l'objet de notre démarche à propos de la création d'une nouvelle impulsion de développement des économies rurales, fondée sur les perspectives qu'offre la Mondialisation, nous référons à deux critères :

1. L'implantation d'activités de transformation des produits primaires en biens incorporant une forte densité de valeur-ajoutée.
2. La diversification de la base économique des régions rurales à travers une stratégie de localisation d'activités intensives en technologies, liées directement à la mise en valeur, l'exploitation, la transformation et la préservation de la dotation en ressources des régions rurales (agricoles, forestières, minières, etc.).

Nous substituons aux notions d'entrepreneurship, de concertation et de développement «par le bas» caractérisées par leur inconsistance sur le plan conceptuel et empirique, trois concepts opératoires sur le devenir et la prospérité des régions rurales du Québec :

1. La notion de ruralité considérée dans ses trois dimensions :
 - les valeurs socioculturelles de solidarité communautaire et biologique avec le territoire (Dansereau, 2000), orientées vers le respect des lois intimes de la Nature et son équilibre écologique;
 - la représentation de l'espace-temps rural que «l'homo faber» intègre dans ses décisions, ses activités économiques et sociales;
 - la capacité créative des formes d'habitat et d'aménagement du territoire, permettant d'optimiser l'exploitation de la dotation en ressources du territoire.

2. La notion de capacité innovatrice associée à la ruralité originelle du Québec et son invariant structurel défini en termes de valeurs d'apprentissage, d'adaptation et de créativité. Cette capacité inclut l'aptitude à exploiter les connaissances technologiques, savoir-faire externes, selon les modalités de rétro-ingénierie.
3. La notion de «grappe» industrielle générant des «externalités» positives à un ensemble d'opérateurs ayant des rapports réciproques de complémentarité économique, technique, commerciale et informationnelle.

3.1 Le concept de ruralité

Toute notre hypothèse postulant la capacité de la ruralité québécoise à créer des avantages concurrentiels compatibles avec les exigences de la compétitivité mondiale, repose sur le concept de ruralité et du potentiel en capacité innovatrice-créatrice que nous lui attribuons.

En effet, à l'encontre de l'approche positiviste de la dégradation utilitaire, nous considérons l'expertise acquise de trois siècles d'adaptation à l'environnement constitue en soi un levier à la création de toute impulsion durable de développement que la ruralité québécoise peut réaliser.

Au lieu de considérer la «mentalité industrielle» d'accumulation comme un fondement du progrès et de l'efficacité économique, notre approche attribue à *l'Homo Faber* rural (HFR) orienté vers la création d'œuvres durables, une supériorité fonctionnelle par rapport à *l'Animal Laborens* industriel (ALI) lié au cycle répétitif de la production selon la distinction d'Arendt.

La Mondialisation qui favorise la compétitivité qualitative sur les produits et les services, fournit un avantage absolu aux opérateurs disposant d'une double faculté :

1. Une aptitude à la créativité et à l'innovation résultant du stock en capital information (expertise) accumulé le long d'une pratique d'adaptation à l'environnement.
2. Une capacité d'apprentissage orientée vers la valorisation d'une compétence distinctive maîtrisant les technologies de pointe et les adaptant à leur contexte spécifique.

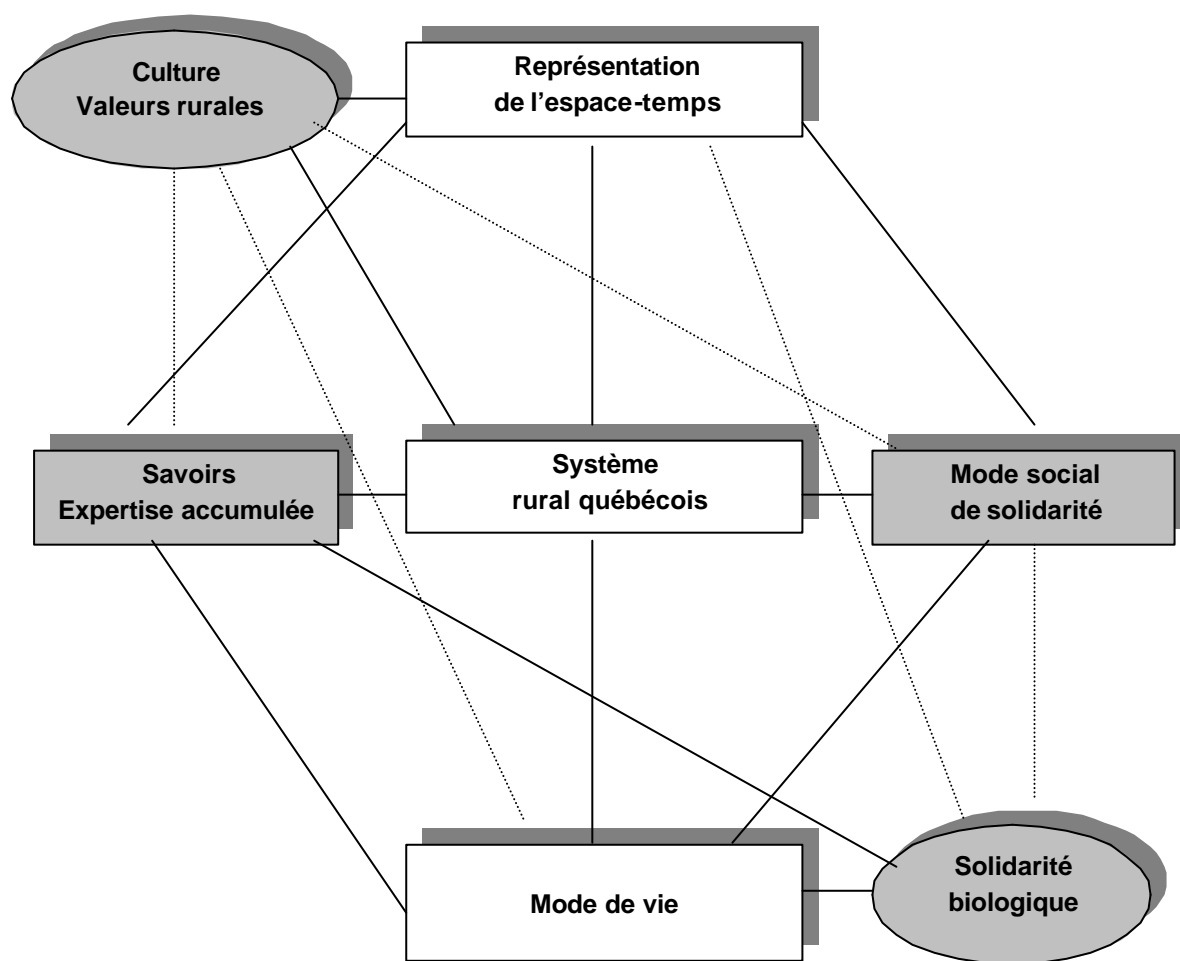
Par un effet de retour à la loi destructrice-créatrice de Schumpeter, la ruralité originelle du Québec répond aux exigences de l'efficacité qu'impose la dynamique de la Mondialisation favorisant l'innovation, la créativité et l'apprentissage rapide des technologies de pointe. Les contraintes qu'elle subit sont d'ordre organisationnel et instrumental qu'elle peut contourner en accédant à son autonomie décisionnelle.

L'Homo Faber, écrit Hannah Arendt, «...instaure une œuvre durable (développement) par la maîtrise de soi —et des actes— alors que l'Animal Laborens assujéti à l'empire de la nécessité détruit sa vie en consommant les produits et les services qu'il réalise»¹.

1. H. Arendt, «L'animal laborans et l'homo faber», in J.M. Pothier, *Les grands penseurs du monde occidental*, Fides.

FIGURE 2

Les composantes systémique de la ruralité
(agricole, forestière, côtière du Saint-Laurent)



Source : S. F. Moussally, *Crise de la Ruralité et appauvrissement du Québec*, 2001.

3.2 La notion de capacité innovatrice

Cette notion est au cœur de la théorie spatiale moderne de développement (Porter, Globerman, Verbeke, Ghoshal). À l'encontre de l'approche conventionnelle, l'approche empirique met en évidence, le rôle déterminant du dynamisme des valeurs culturelles comme une source incontournable de la capacité à innover qui comporte trois aspects distincts;

1. Concevoir des matériaux, des produits, des formes et des technologies nouvelles de conception, de production, de distribution, à partir de concepts de procédés et d'un savoir-faire existant.
2. Transformer une contrainte ou un «handicap» initial en une technologies des procédés et des produits qui répondent à une demande existante ou potentielle. C'est le cas de l'innovation japonaise dans la production de biens compacts et miniaturisés en raison de la rareté de l'espace au Japon, ou des Suisses qui développent des appareils spécialisés de chauffage adaptés au climat rigoureux des Alpes.
3. Recourir à la rétro-ingénierie et à l'apprentissage des technologies et des procédés extérieurs en incorporant des améliorations qualitatives sur les biens existants sur les marchés mondiaux.

C'est cette troisième modalité de l'innovation que nous concevons pour la diversification des économies rurales au Québec.

Toute l'histoire des régions rurales qui ont réussies à localiser des industries de transformation à haute valeur-ajoutée illustre l'efficacité de cette modalité qui représente deux avantages sur le plan opérationnel :

1. Une économie substantielle sur les coûts de la recherche et le développement (R & D) générateur de l'innovation selon les probabilités incertaines.
2. Une économie du délai temporel requis entre la conception ou le choix du produit à haute valeur-ajoutée, sa fabrication et sa distribution sur le marché.

4. LA DYNAMIQUE DU DÉCLIN DE LA RURALITÉ ET LES POSSIBILITÉS DE BIFURCATION

Notre hypothèse initiale oppose un démenti à la thèse positiviste attribuant à la faiblesse de l'entrepreneurship «rural», la causalité du retard dans la diversification des économies périphériques, en raison du syndrome de sécurité d'emploi recherché dans les grandes firmes oligopolistiques, opérant dans les régions-ressources, ou d'une aversion régionale au risque.

Le potentiel entrepreneurial des régions rurales est équivalent, sinon supérieur, relativement à celui des grandes agglomérations urbaines. Ce potentiel ne se traduit pas en projet concrets de création de PME et de diversification du tissu économique, en raison des données suivantes :

- la faiblesse et l'efficacité des structures d'encadrement des économies des régions rurales;
- la propension à favoriser la concentration oligopolistique dans les activités liées aux ressources, à l'agriculture ou l'élevage;
- l'insuffisance des investissements en infrastructure et en logistique industrielle, favorisant le développement des activités de transformation des produits primaires.

Pour vaincre ces contraintes, nous opposons **le concept d'autonomie régionale** (fiscale, budgétaire, réglementaire) à celui de la concertation ou de partenariat.

La concertation «dans le vide» d'opérateurs régionaux, ne disposant d'aucun pouvoir réel dans la mise en œuvre de stratégies de développement industriel (diversification, implantation de nouvelles activités), constitue un piège que plusieurs régions du Québec ont expérimenté sans résultat concret. La notion de grappe industrielle à implanter dans les régions rurales, en vue de favoriser la transformation des produits primaires sert d'instrument opératoire permettant de rendre compte des moyens et des stratégies à déployer pour générer des externalités compensant les contraintes spécifiques aux régions rurales soit :

- la structure duale de leur économie caractérisées par l'existence de deux secteurs non intégrés : les activités dominantes liées aux ressources et les autres composantes de l'économie régionale;
- la faiblesse du dispositif informationnel et de la logistique ou industrielle;
- le caractère extraverti des échanges, relevant essentiellement des exportations des produits primaires;
- les dépendance des régions rurales à l'égard des décisions et des stratégies du décideur public en matière d'allocation des investissements publics, d'équipement en réseaux de communication et de transports, de développement des services publics, de la R & D, etc.

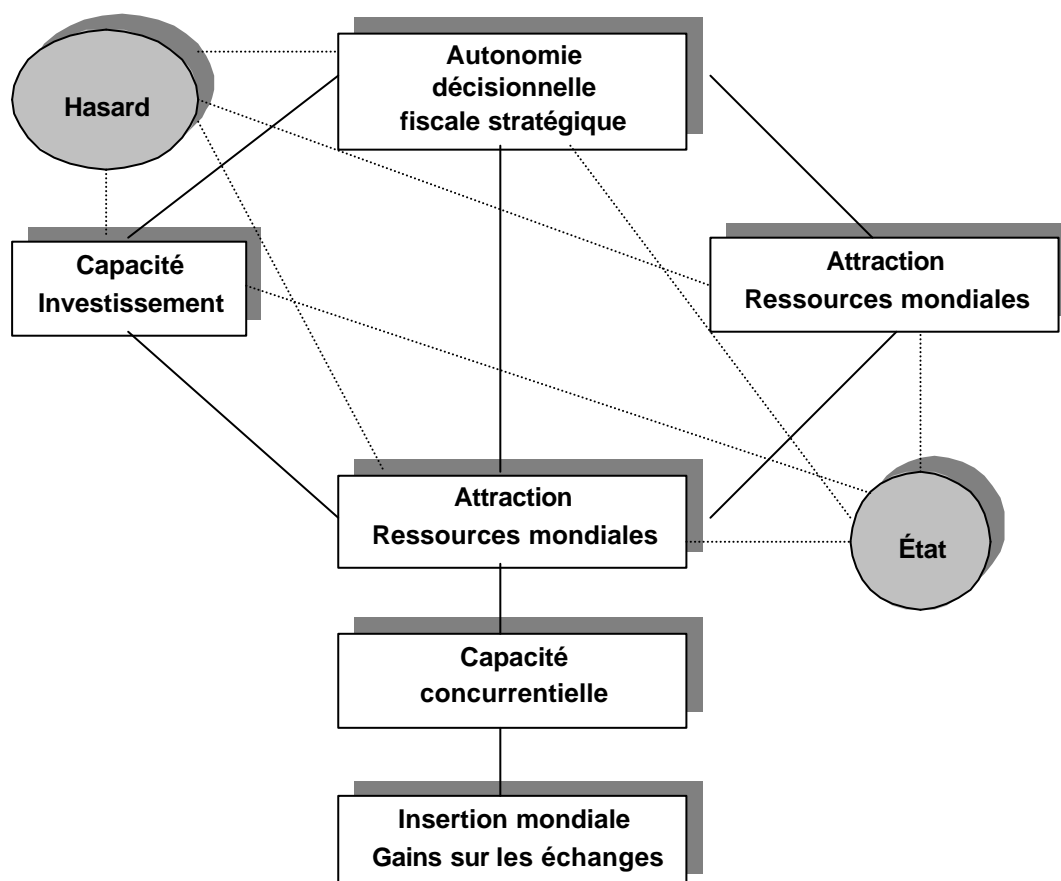
Dans une perspective systémique, ces contraintes constituent un système rétroactif où chacune des composantes dépend des autres contraintes et rétroagit sur leur dynamique selon un schéma circulaire de réciprocité similaire au *losange de Porter*.

Toute impulsion de développement visant à diversifier la base économique des régions rurales, requiert l'inversion de ce losange à travers une combinatoire associant les vecteurs suivants :

- l'autonomie décisionnelle et budgétaire des régions permettant leur accessibilité au statut d'opérateur économique disposant des ressources budgétaires autonomes pour financer toute stratégie de diversification;
- la mise en place d'équipements et de l'infrastructure requise pour la création d'une grappe industrielle regroupant des activités en amont et en valeur des produits primaires;
- la création d'avantages concurrentiels régionaux favorisant l'intégration des grappes régionales dans les réseaux mondiaux des échanges;
- l'attraction d'entreprises à la recherche d'opportunités favorables de localisation, associées à un créneau industriel spécifique.

FIGURE 3

**Processus de création d'avantages concurrentiels
d'une région périphérique rurale**



Source : S. F. Moussally, adaptation du modèle de Porter, 2001.

TABLEAU 1

Produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique, Québec, 1990-1999

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1999
	'000,000\$						
01 Agriculture	1 874	1 914	1 880	1 946	2 085	2 057	2 407
02 Forêt	876	798	825	897	903	1 138	915
03 Pêche et piégeage	69	64	70	71	93	124	
04 Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	1 417	1 339	1 152	1 118	1 272	1 138	
05 Industrie manufacturières	27 423	25 356	24 748	26 970	31 090	33 944	
06 Construction	9 458	8 559	8 244	8 183	8 117	7 272	
07 Transports et entreposage	5 122	5 365	5 358	5 601	6 092	6 341	
08 Communications	3 834	4 099	4 403	4 294	4 423	4 648	
09 Électricité, gaz, eau	5 401	6 031	6 312	6 124	6 211	6 762	
10 Commerce de gros	7 548	7 242	7 042	6 858	7 318	8 246	
11 Commerce de détail	8 834	8 561	8 256	8 152	8 745	8 820	
12 Finances, assurances et affaires immobi.	17 601	18 835	19 390	20 670	20 786	21 373	
13 Administration publique et défense	9 032	9 524	9 976	10 180	10 290	10 383	
14 Services	33 174	34 608	36 058	37 048	38 004	38 876	
15 Produit intérieur brut au coût des facteurs ¹	131 725	132 295	133 713	138 114	145 427	151 454	174,3

1. Le produit intérieur brut au coût des facteurs estimé ici sous l'angle de la valeur ajoutée n'est pas également établi selon les revenus à la ligne 14 du tableau 1, bien que selon le concept ils devraient être égaux.
Source : Institut de la Statistique du Québec, Direction des comptes économiques.

TABLEAU 2

Variation de la part relative / PIB de l'agriculture et la forêt

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1999
Part relative de l'agriculture / PIB en %	1,42	1,44	1,40	1,41	1,43	1,41	1,38
Part relative de la forêt / PIB en %	0,66	0,60	0,61	0,64	0,62	0,75	0,52
Total : agriculture + forêt / PIB en %	2,08	2,04	2,01	2,05	2,05	2,16	1,90
Revenu net agricole (production) en millions \$	600,0	604	553	624	632	710
Revenu net du Québec (coût des facteurs) en milliards \$	115,2	115,4	115,6	119,0	124,9	130,3	143,0

Source : Statistique Canada. Division des mesures et de l'analyse des industries.

FIGURE 4

Trajectoire de déclin de la Ruralité au Québec, 1976-1999

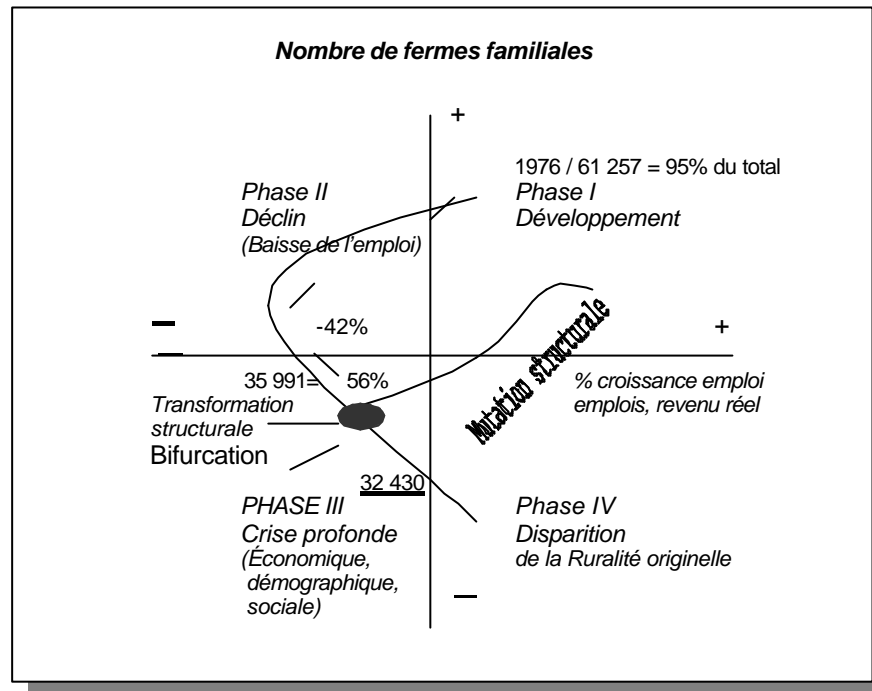


Schéma adapté de la typologie des comportements régionaux et leurs séquences temporelles selon R. Camagni (1984) distinguant six étapes d'évolution des systèmes régionaux dans les pays industriels avancés.

1. Étape initiale du développement : croissance de la productivité, de l'emploi et du revenu réel (produit régional) supérieure à la moyenne nationale.
2. Étape reconversion : décroissance de l'emploi par rapport à la moyenne nationale.
3. Restructuration : croissance plus rapide de la productivité, diminution plus rapide de l'emploi régional.
4. Étape abandon : l'emploi, le produit régional et le revenu réel diminuent par rapport à la moyenne nationale.
5. Désindustrialisation : tous les indicateurs macro-économiques régressent. La région connaît une crise profonde économique, démographique, territoriale.
6. Croissance *laborique* : croissance des emplois tertiaires à faible productivité.

Source : P. Aydalot, « Structures et disparités régionales », *Économie régionale*, Économica, p.177-178.
Adaptation de S. F. Moussally, *Crise de la Ruralité et appauvrissement du Québec*, UQAC, DSEA, 2001.

4.1 Des créneaux qui «font rêver» les communautés rurales

Avec Jean-François Baillard, nous souscrivons à l'idée attribuant à la fonction de l'imaginaire dans les formations ayant atteint le stade de la primauté de l'innovation et du progrès technologique, un rôle déterminant de création d'avantages concurrentiels mondiaux.

En effet, le critère principal de différenciation des entités territoriales en matière d'aptitude au développement dans le contexte actuel de la mobilité des technologies, réside dans la capacité de concevoir (imaginer) une modalité de transformation permettant à toute entité territoriale qui fait partie d'une formation industrielle avancée de réaliser les étapes suivantes :

- repérer des produits et des activités à forte valeur-ajoutée réalisables dans l'espace temps de cette entité;
- identifier les exigences requises au développement de ces activités et les contraintes spécifiques qui caractérisent leur implantation (commerciale, financière, technologique, informationnelle, réglementaire);
- concevoir des stratégies permettant de disposer de moyens appropriés pour maîtriser les contraintes;
- ordonner un schéma de réalisation permettant d'optimiser la transformation conduisant vers une trajectoire continue de développement.

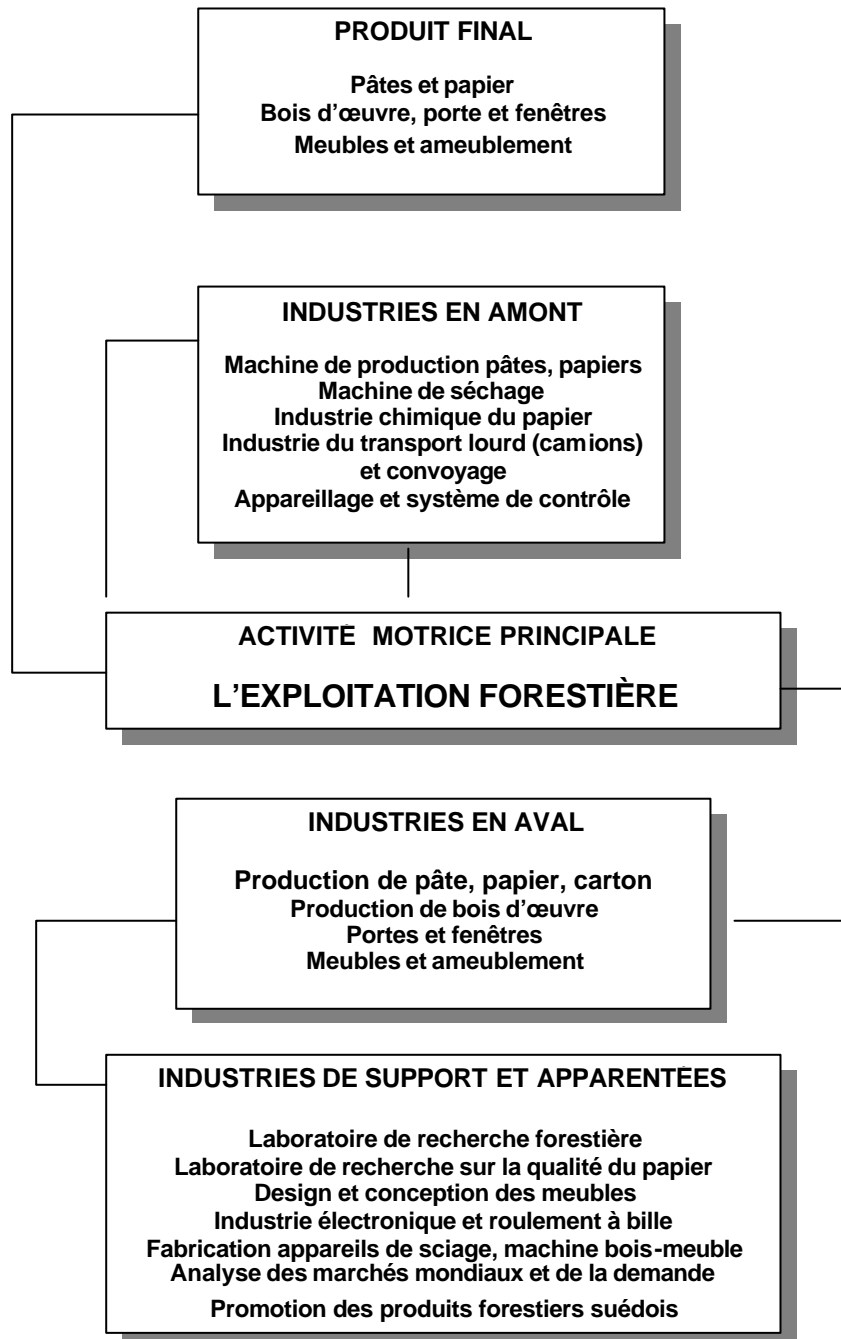
Toute la théorie économique moderne du développement territorial se résume dans ce paradigme opérationnel allouant une fonction centrale à la dimension stratégique de processus de création de nouveaux produits, incorporant une forte densité de valeur-ajoutée. Pour les régions rurales du Québec, nous avons identifié quatre créneaux susceptibles de modifier radicalement leurs assises économique, technologique, commerciale et sociale :

1. Le développement des activités liées à la filière métallique et en particulier les composantes des véhicules automobile incluant les autobus, ambulances, camions d'incendies, etc., ainsi que certaines composantes de l'aéronautique (trains d'atterrissage, simulateurs de vols, etc.). Ces produits utilisant l'aluminium comme produit primaire sont intensives en énergie, travail qualifié, design et efficacité du système de contrôle.
2. Les activités liées à la seconde transformation du bois en produits finaux (bâtiments pré-usinés, bois d'ingénierie, meubles haut de gamme, armoires de cuisines, portes, produits de construction industrielle, commerciale, etc. La grappe liée à la filière bois, inclut les activités des branches suivantes :
 - les machines spécialisées de sciage, séchage, rabotage et usinage de bois;
 - les machines pour produits spécifiques à haute valeur-ajoutée de bois;
 - instruments de musique, bâtiments préfabriqués;
 - pipes, porte-plumes, crosses de fusils, cercueils, pièces de literies, etc.;
 - les machines de transformation des résidus de bois, production d'énergie, broyeur à marteaux, etc., compostage, moulage de bois, etc.;
 - les véhicules lourds et légers de transport forestier;
 - les industries liées à l'exploitation forestière, le traitement du bois, sa transformation, les essences et les colorants.

FIGURE 6

STRUCTURE D'UNE GRAPPE INDUSTRIELLE EN SUÈDE

Les industries liées à la forêt



Source : M. E. Porter, *L'avantage concurrentiel des nations*.

3. La grappe agroalimentaire incluant les produits finaux à haute valeur-ajoutée comme l'insuline, les enzymes industriels, les sous-produits de l'élevage utilisés dans la bio-pharmaceutique moderne (la transformation des sous-produits de la pomme de terre en matériaux d'emballage, ou en vodka, etc.).
4. La filière liée aux ressources minières (métallique et matériaux de construction) des régions du Moyen-nord québécois, soit :
 - la transformation des différentes catégories de granit du Lac-St-Jean, Charlevoix et de la Côte-Nord;
 - les réserves en métaux rares du Mistassini Mont-Otish, Lac Albanel et de la Côte-Nord : columbium, titane, etc.

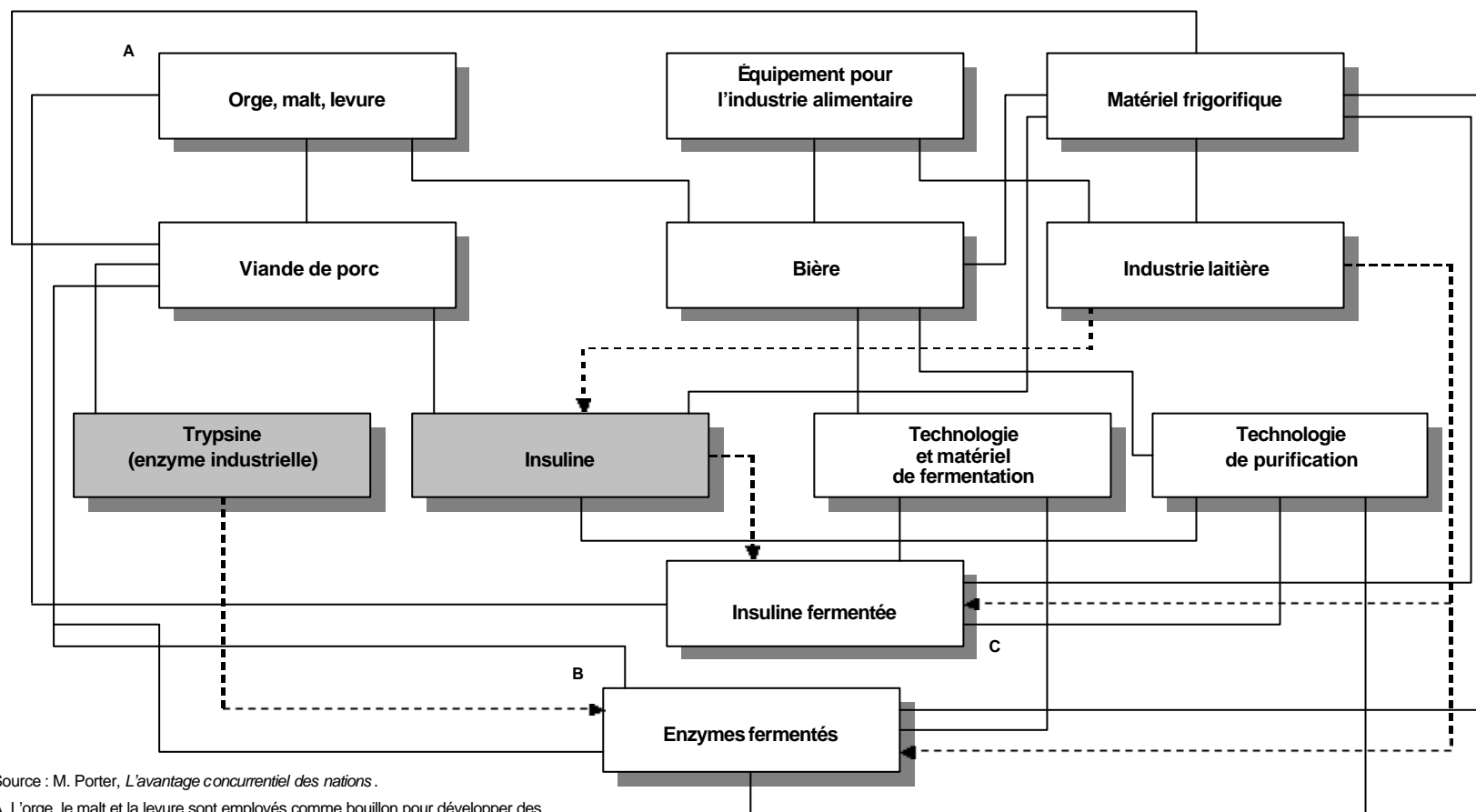
Cette filière peut constituer une grappe intégrant la fabrication de composants pour l'industrie électronique, informatique, appareils de mesure et d'imagerie médicale, etc.

De toute évidence, l'éventail des activités à haute valeur-ajoutée que chacune des régions rurales du Québec, trouve ses limites dans trois contraintes qui déterminent leur possibilité concrète d'implantation :

- la contrainte commerciale d'accessibilité aux réseaux concurrentiels du marché mondial, nord-américain;
- la contrainte technologique spécifique à chacune des activités;
- la contrainte instrumentale (financière, réglementaire, informationnelle).

FIGURE 7

LA FILIÈRE AGROALIMENTAIRE ET LES PRODUITS À FORTE VALEUR-AJOUTÉE
Fabrication de l'insuline et des enzymes industriels



Source : M. Porter, *L'avantage concurrentiel des nations*.

A. L'orge, le malt et la levure sont employés comme bouillon pour développer des organismes destinés à la fermentation des enzymes.

B. La demande pour des enzymes détergentes émane d'abord des abattoirs.

C. Les producteurs d'insuline et d'enzymes trouvent leurs personnels qualifiés dans l'industrie laitière. Trait plein : relation amont-aval. Trait pointillé : technologie ou inputs communs.

5. LES AVANTAGES SPÉCIFIQUES DE LOCALISATION DES RÉGIONS RURALES DU QUÉBEC

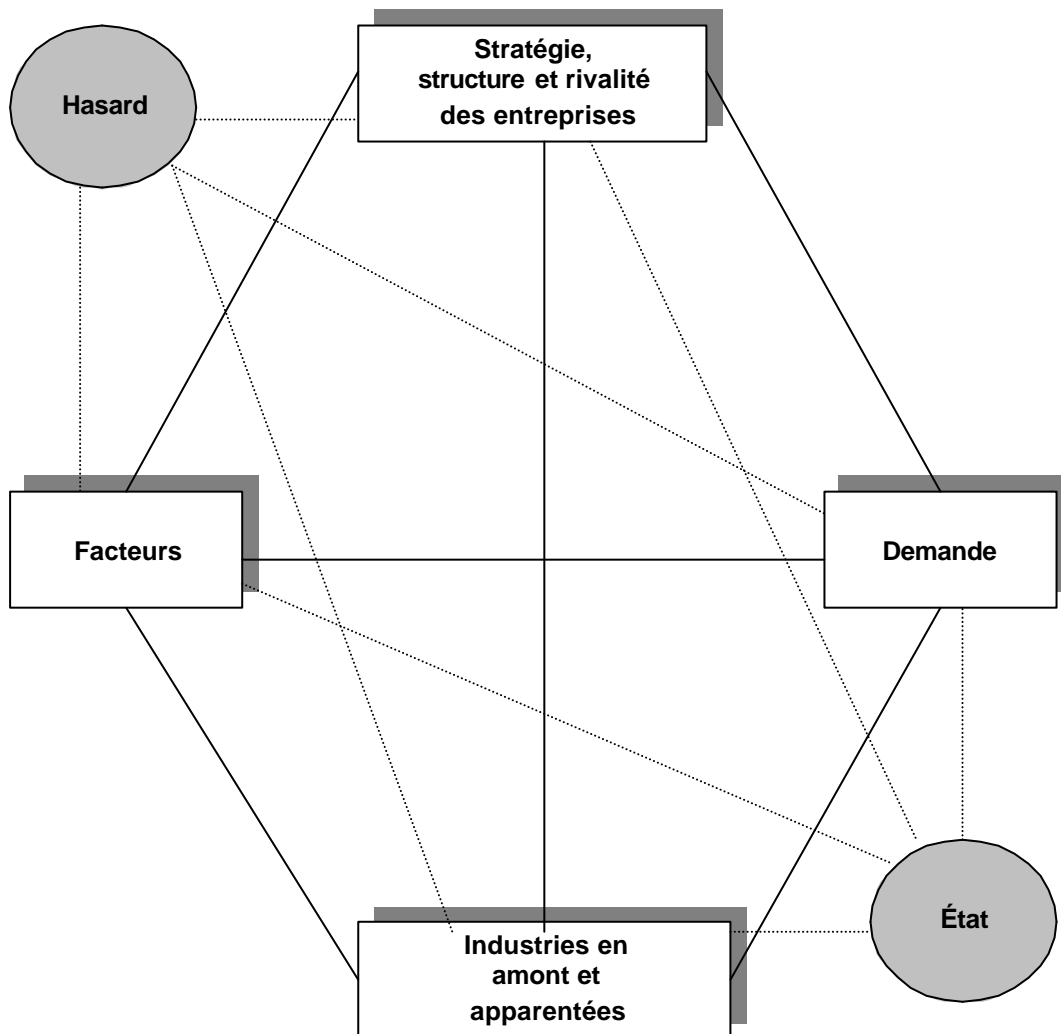
Dans le cadre de la théorie stratégique de développement des entités régionales, l'analyse des perspectives concrètes de localisation d'activités à haute valeur-ajoutée dans les régions rurales du Québec, repose sur les considérations empiriques suivantes :

1. Par rapport aux grandes concentrations urbaines (Montréal), les régions rurales disposent de trois avantages absolus :
 - une plus-value extra réalisable par le capital (Perrin, 1986) en raison d'un différentiel entre le coût de production de la force de travail mesuré par les dépenses requises en logement, nourriture, transport, loisirs, etc., et la productivité du travail (rendement par unité employée). Dans les concentrations urbaines, le niveau des salaires évolue selon la croissance de la productivité. Les ouvriers dans les milieux ruraux tendent à ne pas synchroniser leur niveau de revenu au rythme de croissance de la productivité. Le type de consommation rurale permet des décalages d'ajustement des salaires à la croissance de la productivité;
 - une dotation favorable en une ou plusieurs ressources naturelles (énergie, hydraulique, potentiel minier, agricole, forestier, faunique, etc.);
 - des avantages découlant du mode de vie rural en termes de seuil d'encombrement, de disponibilité d'espace, de niveau réduit de pollution et de formes détendues de l'habitat.
2. Par rapport aux lieux concurrentiels de localisation des activités relevant de multinationales opérant dans plusieurs pays, les régions rurales du Québec peuvent exploiter les avantages concurrentiels de leur espace d'intégration, soit le système nord-américain dans son ensemble ou / et le losange canadien, générateur d'avantages concurrentiels (accessibilité aux ressources du marché continental) selon le schéma interactif des externalités du losange de Porter (figure 8 page suivante).

FIGURE 8

MODÈLE DULOSANGE DE PORTER

Processus interactif de création d'avantages concurrentiels d'une entité nationale



Source : M. Porter, *L'avantage concurrentiel des Nations*, ERPI, 1994.

Finalement, dans une perspective systémique, les régions rurales peuvent transformer leur retard en équipement et infrastructure techno-industrielle, en un avantage de localisation, si elles disposent d'une capacité de créer de toute pièce une infrastructure répondant aux besoins spécifiques des industries de pointe qu'elles désirent implanter.

De Singapour à Dallas au Texas, toutes les régions rurales devenues des techno-pôles industriels avancés, ont exploité leur avantage d'être en retard, pour se doter d'une infrastructure répondant aux besoins nouveaux des industries de pointe. De toute évidence, comme nous le relevions au départ, l'ouverture qu'offre la Mondialisation au développement des régions rurales du Québec, comporte sa propre fermeture en termes de contraintes qui entourent toute bifurcation vers une trajectoire soutenue de diversification, misant sur les activités à forte valeur-ajoutée.

Ces contraintes sont d'ordre conceptuel, instrumental, commercial, financier et technologique. Elles requièrent une stratégie pertinente de transformation des assises économiques de ces régions. La problématique de la ruralité du Québec ne consiste pas à savoir si dans le cadre de la mondialisation et de l'activation de la compétitivité sur les marchés, ces régions peuvent-elles faire valoir leur compétence distinctive dans l'emploi de leur dotation en ressources.

L'interrogation porte essentiellement sur la disponibilité, l'efficacité et l'ampleur des moyens que ces régions doivent disposer, pour rompre avec leur trajectoire de dégradation, et créer une impulsion soutenue de développement articulée sur la transformation de leurs produits primaires. Nous sommes donc en présence d'une problématique de transformation structurale, excluant toute solution pragmatique par «petite doses» comme le suggère les tenants de l'empirisme utilitaire dénoncé par Ozbekhan comme une source de *fouillis mondial* :

Ce n'est que récemment que l'on a compris que les civilisations technologiques ont mis l'accent sur les buts, c'est à dire sur les résultats immédiats ou intermédiaires, sans tenir compte des conséquences résultant de la réalisation de ces buts¹.

Toute la trajectoire de déclin des communautés rurales agricoles au Québec en raison des buts assignés aux concentrations oligopolistiques en matière d'expansion des exportations de viande (porcs), et les graves effets de la dégradation de l'environnement rural, s'expliquent par cette propension à l'empirisme utilitaire, en matière de gestion des ressources.

L'habileté que nous avons développée à atteindre des résultats par petites doses s'est révélée coûteuse².

Nous sommes donc à repérer une modalité de transformation des structures des régions rurales répondant simultanément à trois critères :

1. Une pertinence stratégique du choix des activités de transformation et des grappes industrielles à établir selon les exigences de la compétitivité mondiale.
2. Une efficacité des moyens à acquérir et à mobiliser, pour opérer une bifurcation sur la trajectoire du déclin observée depuis 1981.
3. Une cohérence entre les fonctions économique et socioculturelle en matière de développement, répondant aux valeurs intrinsèques de la ruralité et sa solidarité biologique avec l'environnement.

1. H. Ozbekhan, «La planification prospective», in *Actualité Économique*, (1976).

2. *Ibid.*

Cette modalité se confond avec ce que nous qualifions d'accessibilité des régions rurales du Québec au statut d'opérateur économique, disposant des moyens requis au développement autonome, soit :

- un large degré de liberté dans le choix de la stratégie, des objectifs et des séquences de la transformation à réaliser;
- une capacité autonome de réglementation et de récupération de la rente sur les ressources publiques exploitées par les grandes firmes;
- une aptitude à déployer des stratégies d'insertion dans les circuits mondiaux des échanges, permettant l'attraction des technologies, des flux du capital et des entreprises qui recherchent des lieux optimaux de localisation.

L'hypothèse d'autonomie des régions rurales du Québec se heurte à une contrainte majeure qui remplit une fonction d'invariant structurel : il s'agit du dispositif qui ordonne la régulation des activités économiques et l'allocation des ressources publiques qu'on qualifie de «Modèle québécois».

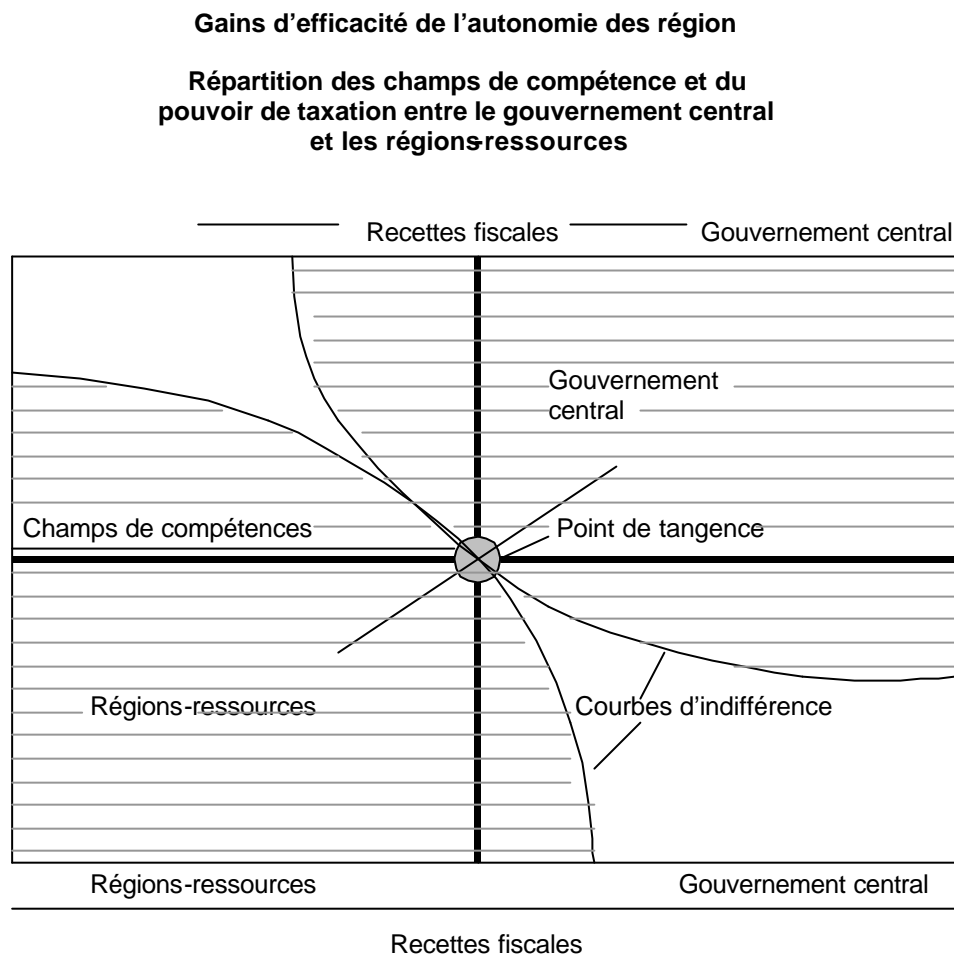
Toute dynamique de développement et de diversification des économies rurales au Québec, requiert deux exigences préalables :

1. La mise au rancart du «Modèle québécois» comme dispositif retardé de blocage de la dynamique des régions.
2. L'attribution aux régions rurales de leur autonomie décisionnelle, réglementaire et fiscale, permettant d'optimiser leur efficacité à créer des impulsions durables de développement.

De toute évidence, il ne s'agit pas de créer un troisième palier de gouvernement qui s'ajouterait aux MRC et aux Municipalités : l'accessibilité des régions rurales au **statut d'opérateur autonome**, signifie tout simplement, un aménagement de la répartition des fonctions de développement entre l'appareil central et les régions.

Les gains d'efficacité dans l'emploi des ressources publiques sont évidents. Toute la théorie moderne des allocations efficaces des ressources le montre. La figure 9 à la page suivante, illustre les gains d'efficacité réalisables en opérant une décentralisation effective du dispositif étatique québécois.

FIGURE 9



Source : S. F. Moussally, application du modèle d'Edgworth, DSEA, UQAC 2001.

1. Conditions de l'équilibre :

- une structure intégrant deux systèmes liés (*nested systems*) dans le cadre d'une disposition institutionnelle;
- les compétences sont partagées ainsi que les champs de taxation;
- un rapport asymétrique relie un palier de gouvernement aux autres gouvernements;
- pour chaque palier de gouvernement, une courbe d'indifférence définit dans un rapport dual, la relation inverse entre l'ampleur de ses compétences, et les recettes fiscales réalisables.

2. L'équilibre fiscal de l'ensemble, correspond au point de tangence des courbes d'indifférence: les recettes fiscales de chaque palier de gouvernement correspondent à ses besoins de financement, sous contrainte, d'un taux d'endettement donné.

6. UNE CONTRAINTE PRINCIPALE AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS RURALES : LE MODÈLE QUÉBÉCOIS

Dans une étude¹ consacrée au déclin continu que les communautés rurales du Québec connaissent à de rares exceptions près, et ce depuis plus de deux décennies, nous avons mis en évidence les défaillances du «Modèle québécois» et sa logique organisationnelle comme cause première de la trajectoire d'entropie que la plupart des régions-ressources empruntent depuis 1981.

Ce modèle reproduit quasi-totalement le schéma du capitalisme d'État qui prévalait en France durant les années 60 : il se caractérise par un *modus operandi* et des concepts erronés, qui ne répondent plus aux exigences actuelles du développement en Amérique du Nord, soit :

- l'intervention de l'État à tous les niveaux des activités productives des échanges;
- la concentration du pouvoir décisionnel et budgétaire au niveau de la technocratie étatique, qui commande les leviers d'intervention de l'État et infléchit les choix politiques du décideur public;
- le recours à la réglementation systémique dans la régulation des forces du marché, sans égard aux distorsions économiques et aux efficacités qui en résultent (évasion fiscale, économie parallèle, gaspillage des biens publics, surexploitation, etc.);
- l'instauration d'un paradigme utilitariste orienté vers les résultats immédiats réalisables à court terme, faisant abstraction des conséquences prévisibles à long terme, comme c'est le cas dans la gestion des forêts publiques (allocation des CAAF) ou du laxisme en matière de contrôle de la pollution qu'engendre l'élevage intensif du porc;
- la consécration des monopoles publics comme un levier de régulation d'activités économiques échappant à tout contrôle effectif ou obligation d'imputabilité des technocrates qui gèrent les entreprises ou les institutions publiques (CDPQ, SGF, Hydro-Québec, SAQ, etc.);
- le recours à des procédures fictives de concertation (sectorielles, régionales) pour faire imposer des choix et des décisions établies d'avance.

Résultat : dans la quasi-totalité des régions rurales du Québec, tous les programmes d'intervention et les «plans stratégiques» de développement se sont avérés un échec total.

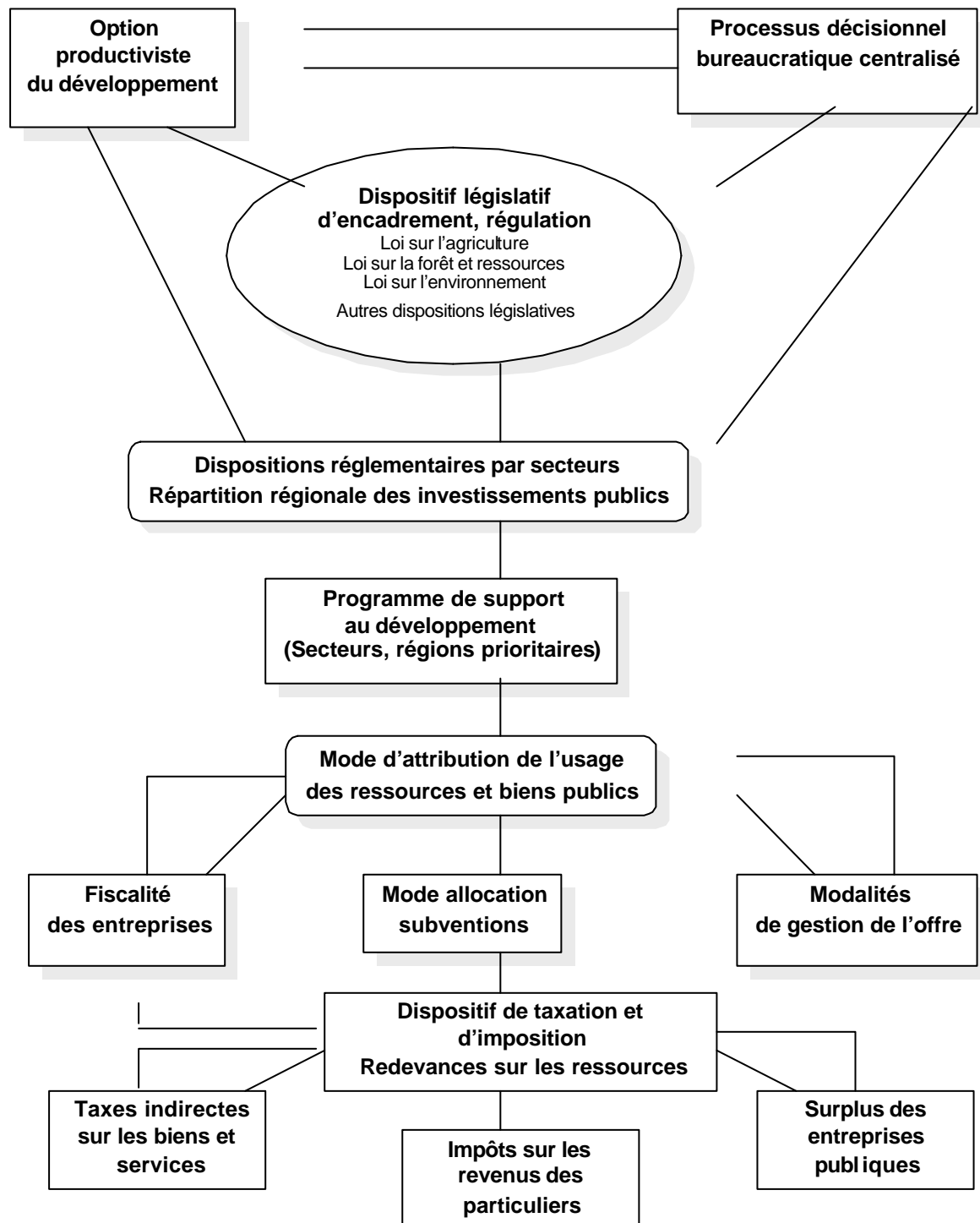
En dépit de toutes les perspectives de développement qu'introduit la Mondialisation depuis 1985 et la mise en œuvre de l'ALENA (1992), toutes les régions-ressources connaissent un *patern* de dégradation quasi-similaire :

- exode des populations jeunes et qualifiées;
- insuffisance des équipements publics;
- dégradation de la qualité de l'infrastructure urbaine et du réseau de communication;
- taux élevé et constant de sous-emploi (chômage) structurel.

1. S. F. Moussally, *Les défaillances du modèle québécois et les exigences du développement des régions-ressources*, UQAC, 2001.

FIGURE 10

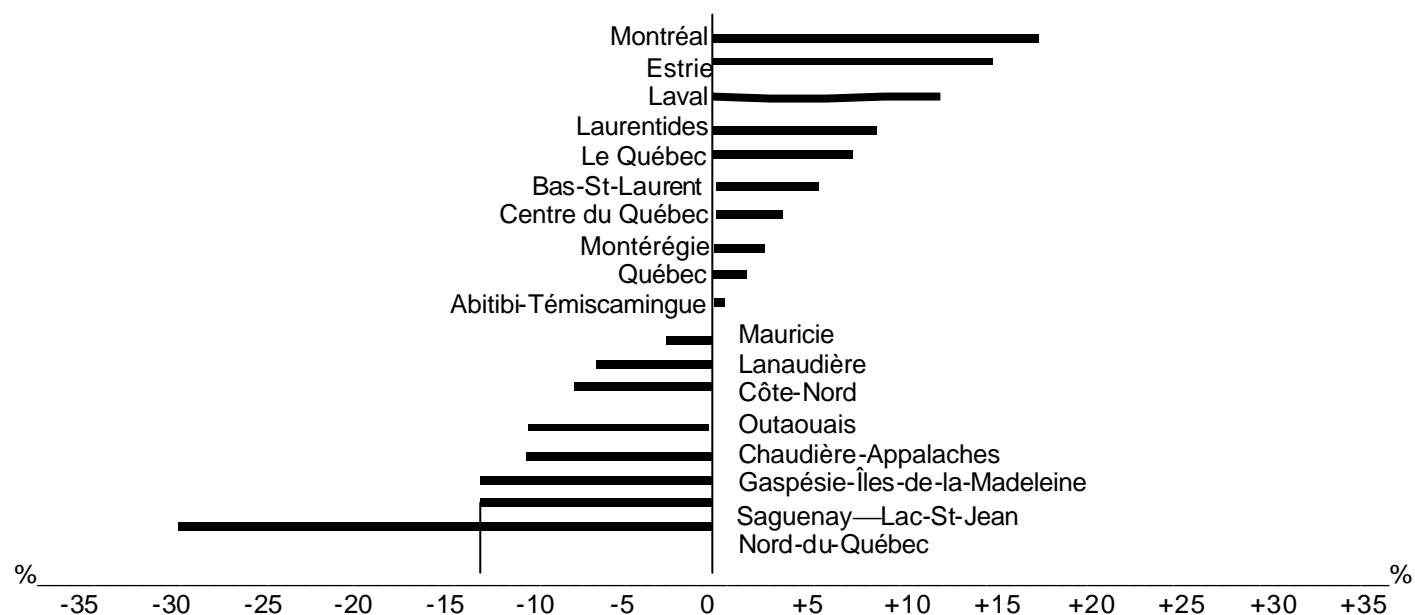
Modèle québécois de gestion des ressources publiques



Source : S. F. Moussally, *Le Modèle québécois*, 2000.

FIGURE 11

Variation annuelle composée des dépenses en immobilisations des régions administratives, Québec, 1995-1999



Source : ISQ. Investissements privés et publics Québec et ses régions.

Les investissements publics ont connu entre 1995 et 1999, une croissance négative dans sept régions-ressources du Québec comme le montre la figure 11 à la page précédente. Pour l'ensemble du Québec, nous avons établi à 6,0 milliards \$ l'écart entre l'investissement public requis et l'investissement effectif réalisé en 2000-2001.

TABLEAU 3
Évolution des investissements publics au Québec 1996-2001
(en milliards de \$)

	1996	1998	2000-2001
PIB en dollars courants	180,2	193,7	218,2 ¹
Investissement public requis (a)	10,8	11,6	12,2 ²
Investissement réalisé (b)	6,6	6,6	6,2
Écart (a – b)	6,2	5,0	6,0

1. Chiffres arrondis.

2. Ratio 6% du PIB.

Source : ISQ.

6.1 Les régions assujetties au pouvoir technocratique central

Une des caractéristiques du «Modèle québécois» qui éclaire sur sa logique opératoire sur le plan territorial, réside dans l'inexistence des régions en tant que structures institutionnelles autonomes.

Les régions ne constituent que des entités du découpage administratif qui répondent aux besoins d'allocation territoriale des dépenses publiques. L'appareil étatique n'a pour que pour interlocuteur dans les régions, les CRCD et des organismes de concertation régionaux qui proposent des projets. Le décideur premier et final est l'appareil étatique comme l'affirmait l'ancien ministre des régions Jean-Pierre Jolivet lors d'une séance de l'Université Rurale Québécoise à Trois-Rivières en 1999 :

...une politique de développement rural devrait favoriser une approche qui soit globale, territoriale, adaptée, solidaire et endogène¹.

Cette politique repose sur une articulation entre :

- une démarche où les pouvoirs centraux offrent une vision, des orientations, un plan cadre, des moyens appropriés;
- et une démarche où les acteurs locaux suscitent des réflexions, font des propositions, les coordonnent, dans un projet cohérent.

L'État maître d'œuvre du développement régional reçoit les réflexions et les propositions d'acteurs locaux et ordonne les moyens à déployer selon sa vision...

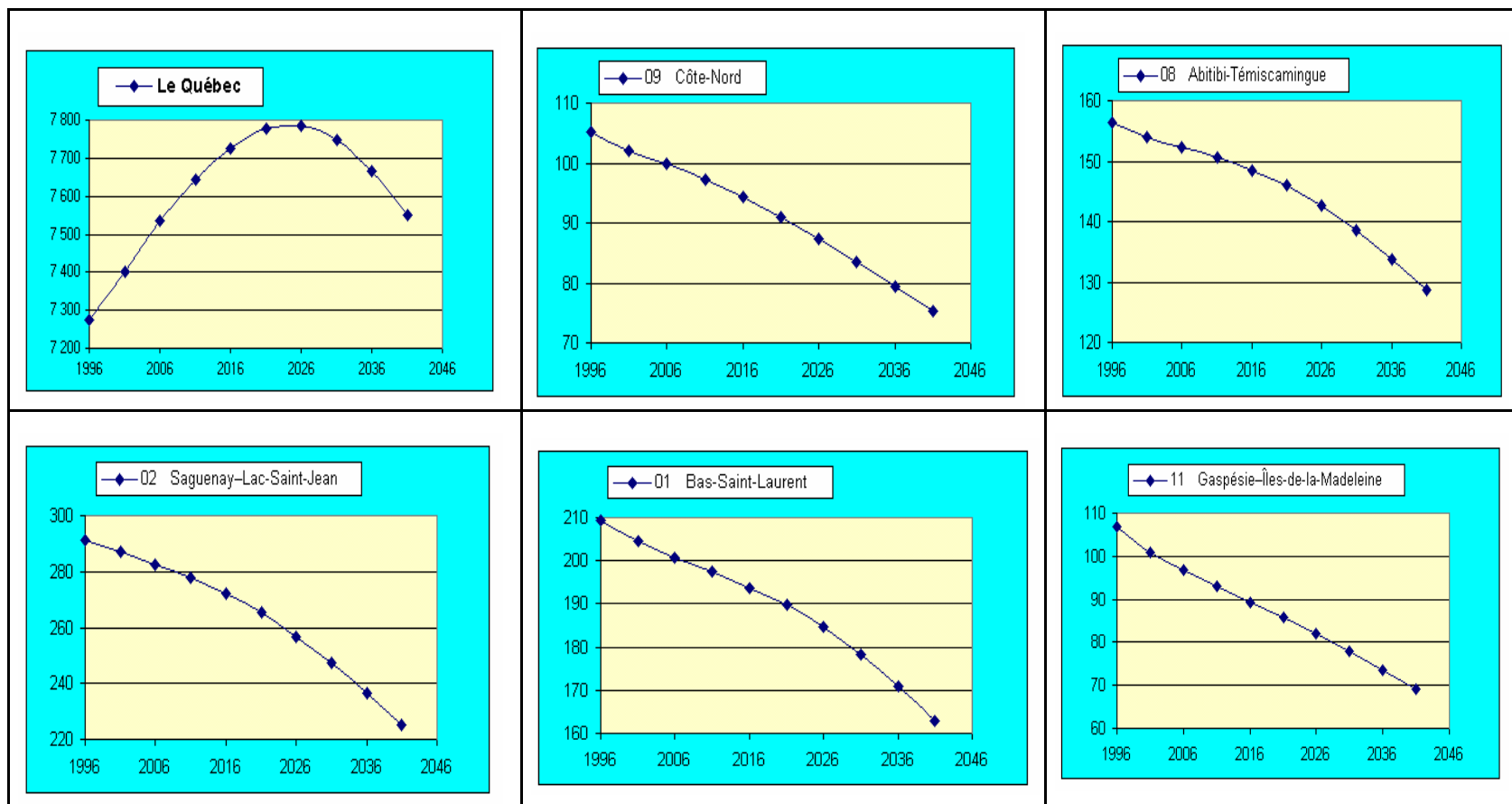
Ce schéma étié attribuant à l'État un rôle prépondérant en matière de création de toute impulsion de développement, est à la base de la dégradation économique et démographique de la quasi-totalité des régions rurales du Québec.

Les projections démographiques vers 2016, traduisent les effets des défaillances du «Modèle québécois» sur les régions-ressources (voir la figure 12 à la page suivante)

1. J.P. Jolivet, *Discours*, Université rurale Québécoise, Actes du Congrès, 1999.

FIGURE 12

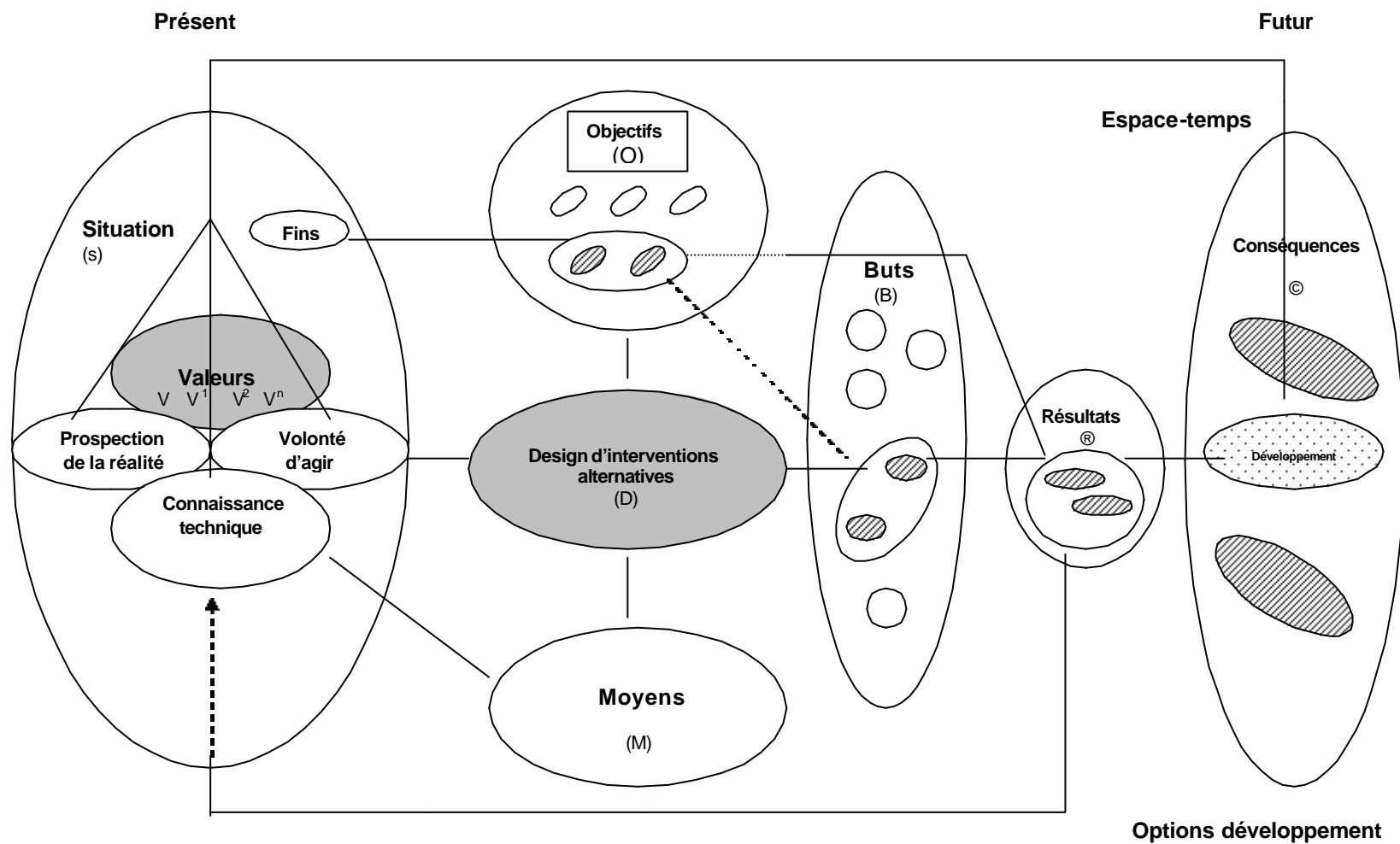
Perspectives démographiques du Québec et de cinq régions-ressources, 1996-2041



Source : Institut de la statistique du Québec, 2001.

FIGURE 13

Le rôle des valeurs dans la planification prospective



Source : P.A. Julien, D. Latouche, P. Lamonde, «La méthode des scénarios», *Actualité économique*, 1976.

7. LA RUPTURE AVEC LE MODÈLE ET LA DYNAMIQUE DE DIVERSIFICATION

Un examen des distorsions qui caractérisent le mode d'attribution des investissements publics sur le plan régional, montre les données non équivoques suivantes :

- Les régions-ressources sont défavorisées dans les choix discrétionnaires du décideur public en matière de répartition des fonds publics. La baisse relative des investissements publics dans les régions-ressources traduit les priorités du décideur public.
- Contrairement au concept positiviste du développement au niveau des régions rurales, la variable déterminante pour l'implantation d'activités intensives en valeur-ajoutée réside dans l'envergure, la qualité, la diversité de l'infrastructure technologique et physique (équipement des parcs industriels, des réseaux de communication, formation du stock en capital-information, accessibilité aux réseaux mondiaux des échanges, etc.). Par conséquent, la dimension instrumentale (financière) et l'autonomie décisionnelle (réglementaire) constituent la condition *per quam* de toute dynamique de transformation et de bifurcation. La condition suffisante résiderait dans l'efficacité stratégique des moyens à déployer et des objectifs-cibles à atteindre sur le plan technologique, industriel et commercial.
- Comme le montre les réussites en matière de création de technopoles à travers le monde (Texas, Floride, Singapour), le recours à la rétro-ingénierie peut servir de levier à l'implantation d'activités intensives en capital et technologies de pointe.
- Finalement, l'autonomie régionale implique une diversité des modalités de transformation-bifurcation selon le contexte spécifique, les contraintes et les handicaps initiaux de chacune des régions.

8. CONCLUSION

Au terme de cette analyse qui nous a permis de repérer les perspectives concrètes de diversification des économies des régions rurales du Québec, en considérant la mutation qu'introduit la dynamique de la Mondialisation en matière de localisation des activités productives, trois conclusions peuvent être établies :

1. La ruralité originelle du Québec constitue en soi, un potentiel au développement des régions périphériques en raison du savoir-faire, de l'expertise acquise durant trois siècles, de la capacité d'apprentissage des technologies avancées et l'aptitude à l'innovation des communautés rurales, agricoles, minières, forestières ou côtières du Saint-Laurent.
2. Les contraintes à la diversification industrielle et la création d'avantages concurrentiels nouveaux (Porter, 1986), peuvent être maîtrisées et résolues dans le cadre d'une double transformation à opérer sur le plan institutionnel et stratégique :
 - l'accessibilité des régions rurales à leur autonomie décisionnelle, fiscale, réglementaire;
 - la récupération partielle d'une part légitime des rentes sur les ressources forestières, minières et hydrauliques que ces régions disposent et qui sont concédées aux grandes firmes oligopolistiques multinationales ;
 - la centralisation au niveau de chacune des régions de tous les organismes qui oeuvrent en matière de croissance de création d'entreprises et de développement.
3. Le déploiement d'une stratégie d'insertion dans les circuits mondiaux impliquant l'attraction des grappes mobiles dans l'espace, la connectivité des filières de production et des réseaux du marché, permet de générer une impulsion soutenue de développement, assurant la diversification des assises économique et technologique des régions rurales.

À cet égard, les leviers de la Mondialisation peuvent servir de vecteur d'appui à toute stratégie de bifurcation fondée sur le dynamisme interne des régions.

Dans son essence, le développement est endogène, il renvoie à la dynamique des valeurs socioculturelles et la faculté créatrice de l'imaginaire.

«Il n'est de richesses que des hommes...» comme le disait Leroy-Beaulieu au XVIII^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

- AYDALOT, Philippe (1986). « Structures et disparités régionales », in *Économie régionale*, Économica.
- ARENDT, Hannah (1999). « Le concept de l'animal laborans et de l'homo faber », in Jean-Marc, Piotte, *Les penseurs du XX^e siècle*, Montréal, FIDES.
- BOUCHARD, Roméo (2000). « Haro sur l'agrobusiness », in *Le Devoir*, décembre.
- BOUTHILLIER, Luc (1999). *La dynamique de la soumission des communautés forestières*, Actes du symposium sur l'économie des terroirs, Trois-Rivières.
- BOYER, Marcel. (1999). « Pour une nouvelle Révolution tranquille », in *La Presse*, mars.
- CÔTÉ, Charles, LAROUCHE, Daniel (2000). *Radiographie d'une mort fine*, Éditions JCL, Chicoutimi.
- DEBAILLEUL, G. (1999). *L'agriculture québécoise dans la tourmente*, Publication Solidarité Rurale.
- DUBUC, Alain (2000). « Éloge de la prospérité », in *La Presse*.
- DUNNING, John. H. (1980). « Les stratégies spatiales de localisation des firmes. Le modèle PLI », in *Electric paradigm of International Production*, *Journal of International Business Studies*, vol. 11.
- GLOBERMAN, Stephen (1994). *Les Multinationales canadiennes*, Presse Université de Calgary.
- GRAHAM, Edward (1994). « Les notions de grappe industrielle et les lieux optimaux de localisation des firmes », in *Les multinationales canadiennes*, sous la direction de S. Globerman, presse Université de Calgary.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2000). *Les comptes économiques du Québec. Les investissements publics au Québec*.
- JOLIVET, Jean-Pierre (1999). Conférence — Université Rurale québécoise du Bas-Saint-Laurent, Actes du congrès.
- KIERANS, Éric (1974). *Concept de propriété publique des ressources et responsabilité de gestion du gouvernement provincial — Article 92 — AANB*, Publication de l'université McGill.
- LE CANADA EN STATISTIQUE, Cansim (2000).
- L'ÉCONOMIE DES TERROIRS (1999). Actes du symposium international, Trois-Rivières.
- MAILLAT, Denis (1993). *Réseaux d'innovation et milieux innovateurs : Un pari pour le développement régional*, GREMI II, EDES, Neuchâtel.
- MIGUE, Jean-Luc (1999). *Étatisme et déclin du Québec. Bilan de la révolution tranquille*, Éditions Varia.
- MOUSSALLY, Sergieh, F. (1999). *La dimension stratégique du développement territorial*, DSEA, Chicoutimi, UQAC.
- , (2000). *Un levier principal au développement régional: L'autonomie décisionnelle et fiscale*, DSEA, Chicoutimi, UQAC.
- , (2001). *Les défaillances du modèle québécois et les exigences du développement des régions-ressources*, Chicoutimi, UQAC, DSEA.
- OZBEKHAN, Hassan (1976). « La planification prospective », in *Actualité économique*, n° 3.
- PAQUET, Gilles (1999). *Oublier la révolution tranquille. Pour une nouvelle société*, Liber.
- PAQUET, Gilles (2000). « Après la Révolution tranquille : les coûts de l'incantation », in *Le Devoir*, mars.
- PORTER, Michael, E. (1993). *L'avantage concurrentiel des nations*, ERPI.
- RIFKIN, Jeremy (1996). *La fin du travail*, Éditions La Découverte.
- TURCOTTE, Claude. (2001). « Jeunesse peut...avec beaucoup d'argent. Le prix élevé des fermes québécoises pose un problème pour la relève », in *Le Devoir*, janvier.